



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/37/Add.1  
10 mars 1998

Original : FRANCAIS

---

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 8 a de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES  
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT,  
EN PARTICULIER : TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS  
CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies  
pour les victimes de la torture

Rapport du Secrétaire général

Additif

### Introduction

1. Le présent additif complète et met à jour les renseignements communiqués à la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme, qui figurent dans le rapport annuel du Secrétaire général à l'Assemblée générale (A/52/387) d'une part, et dans le rapport annuel du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1998/37), d'autre part.

### Paieement de subventions décidées en 1997

2. Un montant de 160 000 dollars décidé en 1997 pour des subventions en suspens a été versé à 15 projets d'assistance à des victimes de la torture pour lesquels des informations complémentaires avaient été recommandées par le Conseil d'administration et par le Secrétariat.

### Nouvelles contributions reçues

3. Dans le tableau ci-dessous sont mentionnées les contributions reçues et les subventions versées depuis le 19 décembre 1997.

<u>Etat</u>	<u>Contribution (en dollars E.-U.)</u>	<u>Date</u>	<u>Pour l'année</u>	<u>Nombre de contributions précédentes</u>
Algérie	5 000	22/01/98	1998	5
Belgique	82 487	05/02/98	1997	7
Canada	17 099	12/02/98	1998	14
Chypre	945	18/02/98	1998	9
Danemark	288 830	24/02/98	1998	15
Finlande	186 986	22/12/87	1997	14
Malte	1 500	12/01/98	1997	3
Monaco	10 810	30/01/98	1997	3
Pays-Bas	36 914	08/01/98	1997	17
Royaume-Uni	51 621	22/01/98	1997	7
“	116 667	26/02/98	1998	8
Sénégal	974	13/02/98	1998	1
Suisse	30 822	22/01/98	1997	9
Tunisie	1541	16/12/97	1997	6

La contribution de 8 888 dollars payée par l'Afrique du Sud au Fonds, le 31 mars 1996, par l'intermédiaire du PNUD/Prétoria, a effectivement été versée le 31 mai 1996 au Trésorier des Nations Unies.

Besoins de fonds avant mai 1998

4. Les contributions reçues depuis la dernière session du Conseil d'administration se montent actuellement à 2 millions de dollars, alors que les demandes de subventions reçues correspondent environ à 7 millions de dollars, comme en 1997. Il manque donc environ 5 millions de dollars pour satisfaire la totalité des demandes. Des annonces de contributions pour un montant total de 2 974 952 dollars ont été faites par les quinze Etats ci-dessous. Comme la Commission des droits de l'homme l'a demandé par sa résolution 1997/38, le Haut Commissaire a rappelé à ces gouvernements que leur contribution devrait être payée avant le 11 mai 1998, date de la prochaine réunion du Conseil d'administration. En effet, toute contribution reçue après cette date ne pourra être prise en considération par le Conseil d'administration qu'à sa session suivante, en mai 1999.

<u>Etat</u>	<u>Montant (en dollars E.-U.)</u>	<u>Annoncé le</u>	<u>No de la contribution</u>
Allemagne	116 279	4/11/97	21
Andorre	5 000	4/11/97	4
Autriche	20 000	4/11/97	15
Brésil	10 000	20/12/94	5
“	10 000	2/11/95	6
“	10 000	4/11/97	7
Chili	10 000	4/11/97	6
Etats-Unis	1 500 000	4/12/97	
Grèce	10 300	4/11/97	15
Islande	5 952	4/11/97	12
Italie	463 768	24/10/97	6
Liechtenstein	7 143	4/11/97	10
Luxembourg	22 535	4/11/97	15
Monaco	8 711	4/11/97	5
Pays-Bas	515 464	4/11/97	17
Philippines	10 000	4/11/97	3
Royaume-Uni	49 800	25/02/98	8
TOTAL	2 774 952		

Cycle de financement des projets

5. A l'issue de la session du Conseil, les recommandations pour l'octroi de subventions sont approuvées par le Haut Commissaire aux droits de l'homme, au nom du Secrétaire général, au mois de juin. Les versements aux organisations sont effectués au mois de juillet après approbation du Service du Budget. Ces dernières doivent ensuite soumettre avant le 31 décembre un rapport narratif et un rapport financier sur l'utilisation des subventions reçues. Elles doivent faire parvenir au Secrétariat avant cette date une nouvelle demande de financement si elles souhaitent bénéficier du soutien du Fonds l'année suivante.

6. Une grande partie des projets subventionnés par le Fonds reçoivent également des subsides de l'Union européenne. Cette dernière a cependant adopté de nouvelles lignes directrices selon lesquelles les subventions ne sont payées qu'au mois de décembre. Par conséquent, les organisations sont davantage dépendantes du Fonds des Nations Unies pour démarrer leurs projets pendant l'année en cours. Il est donc d'une importance capitale que les contributions au Fonds soient payées chaque année avant la session du Conseil d'administration afin que le Fonds puisse être en mesure de répondre à une demande d'assistance croissante et que les programmes d'aide aux victimes ne soient pas interrompus.

-----